

Front unique contre le gouvernement Hollande-Valls à la solde du patronat !

Toutes les organisations du mouvement social pour le retrait de la loi Travail (directions syndicales CGT, FO, Solidaires, syndicats étudiants, lycéens, Nuits Debout, frondeurs du PS, d'EELV, du PCF, du PG) doivent organiser dans l'unité la mobilisation de masse pour démettre le gouvernement Valls-Macron-El Khomri-Cazeneuve, sans attendre 2017!

Le gouvernement ne pliera pas tant qu'il ne sera pas menacé dans son existence

Au soir de la mobilisation du 17 mai, Hollande a répété qu'il ne reculerait pas, qu'il continuerait ses réformes pro-patronales. Il a muselé sa propre majorité en utilisant l'arme anti-démocratique par excellence des institutions bonapartistes de la Vème République, le 49-3. Il envoie les forces de l'ordre à l'assaut des manifestants, pour les arrêter, les matraquer, leur interdire si besoin de manifester, sur la base de la loi sur l'état d'urgence.

En restant au pouvoir, le gouvernement Valls prépare le retour des partis bourgeois au pouvoir. Sa politique de défense des intérêts du patronat n'est qu'une pâle réplique du programme des Fillon, Juppé, Sarkozy, NKM and co, qui - tous - veulent en finir avec le Code du travail, avec le statut des fonctionnaires, avec la Sécurité sociale, avec les acquis ouvriers pour mieux servir le patronat, qui sera lui exonéré d'impôts sur la fortune, qui s'enrichira toujours plus sur le dos des travailleurs.

En 2012, en portant Hollande et la majorité de députés socialistes au pouvoir, la classe ouvrière escomptait en finir avec la politique bourgeoise de l'UMP. Or, les gouvernements Ayrault, puis Valls, appuyés sur le dialogue social avec les directions syndicales, ont pu faire passer des réformes anti-ouvrières (ANI, allongement du départ à la retraite, Pacte de responsabilité ...).

C'est la mobilisation des travailleurs qui a suscité des oppositions au sein de la majorité socialiste, lors du vote de la loi Macron et du débat sur la déchéance de la nationalité notamment.

C'est la mobilisation à la base, y compris dans les syndicats, dans les organisations de jeunesse, dans les lycées et les facs, qui a imposé le mot d'ordre de **RETRAIT TOTAL** du projet de loi travail.

C'est cette même mobilisation qui a lancé le mouvement, via les réseaux sociaux, la pétition « Loi travail non merci » et l'appel Facebook à la « Grève générale pour le 9 mars », alors que les directions syndicales se contentaient fin février, de critiquer le projet de loi et de demander poliment au gouvernement d'en retirer quelques aspects.

Après deux mois de mobilisation, il faut désormais une perspective politique au mouvement. Toutes les organisations de gauche, syndicats et partis (PCF, NPA ...) appellent ensemble à manifester. Elles doivent désormais appeler dans l'unité à le démettre, sans attendre les élections de 2017, en ralliant les frondeurs du PS, qui ont tenté, avec les frondeurs d'EELV, avec le PCF et le PG de déposer une motion de censure de gauche contre le gouvernement Valls.

La responsabilité des directions syndicales est de protéger les manifestants de la police, pas de leur taper dessus en soutien au maintien de l'ordre. Elles doivent revendiquer la **levée immédiate de l'État d'urgence**.

Pour un gouvernement du Front unique ouvrier, des frondeurs du PS-d'EELV, du Front de gauche à qui il faut imposer un programme de défense de la classe ouvrière

Certains dirigeants du PS, du Parti de gauche sont déjà partis en campagne pour 2017, en ordre dispersé.

Mais la mobilisation ne peut pas attendre 2017 pour trouver une issue politique. Ce serait prendre le risque du pourrissement de la mobilisation, ouvrant ainsi la voie au vote FN et au retour des Républicains au pouvoir. Déjà en 2006, lors de la mobilisation contre le CPE, tous avaient refusé de demander le départ de Chirac en attendant tranquillement 2007, ce qui avait conduit à l'élection de Sarkozy.

On ne peut respecter le calendrier électoral. Tous les frondeurs du Parti socialiste, d'Europe Ecologie-les Verts, du PCF, du Parti de gauche, toutes les forces politiques qui fustigent le gouvernement Hollande-Valls doivent braver les institutions anti-démocratiques de la Vème République.

Ce que montre le gouvernement quand il utilise le 49.3 pour faire passer en force la loi El Khomri, comme il l'a fait pour la loi Macron, c'est qu'il est attaché à un principe fondateur : la défense des intérêts de la classe bourgeoise, des patrons, au détriment de ceux des intérêts des salariés. C'est bien toute sa politique qui s'inscrit dans cette perspective et que les travailleurs et la jeunesse rejettent en masse dans les manifestations depuis plusieurs semaines et malgré la répression. « *Nous ne les avons pas élus pour ça* » entend-on dans les AG, dans les manif.

Dès lors, la responsabilité des frondeurs du PS, des frondeurs d'EELV, du PCF et du PG est claire : ils doivent désormais appeler à démettre le gouvernement Valls-Macron-El Khomri-Cazeneuve et s'unir pour postuler immédiatement au pouvoir, sans attendre 2017.

Ils doivent s'engager à défendre le Code du travail, à interdire les licenciements, à garantir le salaire pendant toute la durée du chômage, à stopper le non remplacement des fonctionnaires, à arrêter la réforme territoriale et la fusion des établissements de santé, à arrêter les frappes aériennes en Afrique et au Moyen-Orient, à retirer toutes les troupes françaises de ces pays, etc. en résumé à porter un programme de défense de la classe ouvrière.

Les premières tâches d'un gouvernement du Front Unique Ouvrier seraient entre autre d'abroger la loi Macron et les lois Valls et Fillon sur les retraites, de lever l'État d'urgence. Ce serait également de mettre à bas le CICE et le pacte de responsabilité.

Une scission du PS est peut-être en marche : nous nous en félicitons à condition qu'elle ouvre la voie à la constitution d'une organisation ouvrière, s'engageant sur un programme de défense de la classe ouvrière et de rupture avec la Vème République.

Nous, militants organisés autour du Groupe Révoltes disons : Frondeurs du PS, fondateurs d'EELV, militants du PCF, du PG, vous êtes contre la politique du gouvernement Valls-Macron ? Chiche ! Allez-y ! Puisque vous prétendez défendre les intérêts des salariés, de la jeunesse, puisque vous décriez les institutions de la V^{ème} République, postulez au pouvoir sans attendre 2017 ! Organisez avec les centrales syndicales la mobilisation pour soutenir cet objectif, celui de virer ce gouvernement à la solde du patronat et de le remplacer par un gouvernement de vos organisations. On vous soutiendra tant que vous appliquerez une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

En attendant, nous œuvrons à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, et d'une internationale ouvrière révolutionnaire car jusqu'à ce jour vous ne nous avez pas démontré autre chose que votre incurie à gérer le bien être des masses et votre propension à accroître les gains du capital.